

Analyse des effets de la libéralisation du secteur du cacao sur la sécurité alimentaire des producteurs en Côte d'Ivoire

Analysis of the effects of cocoa sector liberalization on food security among producers in Côte d'Ivoire

Kane Abdoul Aziz

Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation
Université Laval - Canada

Département d'économie agroalimentaire et des sciences de la consommation

Ba Bocar Samba

Professeur-chercheur en économie
Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation
Université Laval - Canada

Centre de Recherche en Economie de l'Environnement, de l'Agroalimentaire et de l'Energie
(CREATE)

Date de soumission : 30/03/2026

Date d'acceptation : 29/04/2026

Pour citer cet article :

Kane. A.A. & BA. B.S. (2026) « Analyse des effets de la libéralisation du secteur du cacao sur la sécurité alimentaire des producteurs en Côte d'Ivoire », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 5 » pp : 451- 468.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article analyse les effets de la libéralisation du secteur cacaoyer en Côte d'Ivoire sur la sécurité alimentaire des producteurs. L'approche méthodologique repose sur une revue approfondie de la littérature scientifique et institutionnelle. Les résultats mettent en évidence la complexité et le caractère multidimensionnel du processus de libéralisation, largement influencé par des dynamiques économiques globales et des injonctions internationales. Ce processus a profondément transformé la structure agricole nationale ainsi que les modes de gestion de la filière cacao, avec des répercussions notables sur la sécurité alimentaire des producteurs. Bien que la libéralisation ait permis une augmentation significative de la production cacaoyère, elle s'est accompagnée d'un recul des cultures vivrières, compromettant ainsi la disponibilité alimentaire locale. Par ailleurs, la forte volatilité des prix internationaux du cacao, combinée à la hausse des coûts des intrants, a fragilisé le pouvoir d'achat des agriculteurs, exacerbant leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Enfin, la spécialisation croissante dans la culture du cacao et le recours intensif aux pesticides ont eu des effets délétères sur la santé et la nutrition des producteurs, compromettant leur capacité à adopter des régimes alimentaires équilibrés.

Mots clés : Libéralisation ; Sécurité alimentaire ; Volatilité des prix ; Cacao.

Abstract

This article investigates the impact of cocoa sector liberalization in Côte d'Ivoire on the food security of cocoa producers. The analysis is based on a comprehensive review of academic and institutional literature. Findings reveal that the liberalization process was complex and multifaceted, shaped by global economic dynamics and international policy pressures. This transformation significantly altered the country's agricultural structure and the governance of the cocoa value chain, with profound implications for producers' food security. While liberalization led to a notable increase in cocoa production, it also contributed to a decline in food crop cultivation, thereby reducing local food availability. Moreover, the volatility of international cocoa prices and rising input costs weakened farmers' purchasing power, heightening their vulnerability to food insecurity. Finally, the growing dependence on cocoa monoculture and the intensive use of pesticides had adverse effects on producers' health and nutrition, limiting their ability to maintain balanced diets.

Keywords : Liberalization; Food Security; Price volatility; Cocoa.

Introduction

La culture du cacao occupe une place centrale dans l'économie ivoirienne, faisant de la Côte d'Ivoire le premier producteur mondial de cette denrée stratégique. Le cacao représente une part essentielle des exportations nationales et constitue une source majeure de recettes publiques (Lloyds Bank, 2023). La production nationale est passée de 550 000 tonnes en 1980 à plus de 2 millions de tonnes en 2018 (Bockel et al., 2021), illustrant une croissance soutenue, initialement encadrée par une régulation étatique rigoureuse. Ce modèle de gestion a été profondément transformé à la fin du XXe siècle, sous l'impulsion des institutions financières internationales, à travers une libéralisation complète du secteur (Losch, 2001).

Jusqu'à son démantèlement en 1999, le secteur du cacao était administré par la Caisse de Stabilisation des Prix des Produits Agricoles (Caistab), fondée en 1965. Cet organisme assurait un prix garanti aux producteurs, régulait les exportations par un système de quotas, et finançait à la fois la stabilisation des prix, le développement rural et les recettes publiques (Araujo Bonjean & Chambas, 2001). Toutefois, des critiques relatives à son efficacité et les recommandations des bailleurs de fonds internationaux ont conduit à sa suppression, marquant l'entrée dans une ère de libéralisation marquée par la dérégulation, la privatisation et l'ouverture du secteur à la concurrence internationale (World Bank, 2005, 2012).

Depuis les années 1980, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, la Côte d'Ivoire a entrepris une réforme profonde de son secteur agricole, avec pour objectif déclaré d'accroître la compétitivité et les exportations agricoles, en particulier celles du cacao (Diagne, 2013). Cette transition s'est traduite par une montée en puissance du secteur privé, mais aussi par une plus grande exposition des producteurs à la volatilité des marchés mondiaux. La disparition de la Caistab a réduit la capacité de l'État à intervenir dans la régulation des prix, générant ainsi une instabilité accrue pour les exploitants agricoles.

Dans ce contexte, il apparaît essentiel d'interroger les conséquences de la libéralisation sur la sécurité alimentaire des producteurs de cacao, en tenant compte de ses quatre piliers fondamentaux : la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation et la stabilité des denrées alimentaires (FAO, 2014). En effet, si la libéralisation a permis une hausse de la production cacaoyère, elle a également contribué à la marginalisation des cultures vivrières, compromettant la disponibilité alimentaire locale. De plus, la volatilité des prix internationaux, le coût croissant des intrants, la dépendance accrue au cacao et le recours intensif aux pesticides ont eu des effets délétères sur le pouvoir d'achat, la santé et la nutrition des producteurs.

Au regard de cette situation, cet article examine la question suivante : que révèle la littérature sur les effets de la politique de libéralisation du secteur du cacao sur la sécurité alimentaire des producteurs en Côte d'Ivoire ? Pour y répondre, une revue de littérature approfondie a été menée, structurée autour des quatre dimensions de la sécurité alimentaire. L'analyse met en lumière les tensions entre les objectifs de compétitivité économique et les enjeux de sécurité alimentaire dans un contexte de transformation structurelle du secteur agricole.

L'article est structuré comme suit : la première section présente les principaux acteurs du processus de libéralisation ; la deuxième expose la méthodologie adoptée ; la troisième discute les résultats issus de la littérature existante ; enfin, la quatrième propose des pistes de recommandations, avant la conclusion.

1. Acteurs clés impliqués dans la filière cacao

La dynamique de libéralisation du secteur du cacao en Côte d'Ivoire ne saurait être comprise sans une analyse approfondie du rôle déterminant joué par certains acteurs internationaux, notamment les institutions financières internationales (IFI) et les grandes firmes multinationales. Ces entités ont exercé une influence significative sur les orientations économiques et politiques adoptées par l'État ivoirien à partir des années 1980.

Les IFI, en particulier le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale (BM), ont été au cœur du processus de libéralisation, en conditionnant leur soutien financier à l'adoption de réformes structurelles d'inspiration néolibérale. Dans ce contexte, l'État ivoirien a été progressivement contraint d'abandonner les mécanismes de régulation publique, notamment le système de prix garantis mis en place par la Caisse de Stabilisation (Caistab). Cette politique a entraîné une précarisation des revenus des producteurs, nourrissant un mécontentement social croissant et contribuant à la transition politique majeure de 1990, marquée par l'introduction du multipartisme (Conte, 2005). Si ces réformes ont effectivement ouvert de nouveaux segments de marché et libéralisé plusieurs secteurs clés, dont celui du cacao-café, elles ont également exacerbé les inégalités socio-économiques, accentué les tensions sociales et fragilisé la stabilité politique du pays.

Parallèlement, les firmes multinationales ont tiré parti de l'ouverture du marché pour renforcer leur position au sein de la filière cacaoyère ivoirienne. La libéralisation a facilité la mise en œuvre de stratégies de verticalisation, permettant à ces entreprises d'intégrer les différentes étapes de la chaîne de valeur - de l'approvisionnement à la transformation, jusqu'à la commercialisation - optimisant ainsi leur rentabilité et leur contrôle opérationnel (Wilcox & Abbott, 2004). Des entreprises telles que Nestlé, Mars, Ferrero, Hershey's ou encore Mondelez

International occupent aujourd'hui une place dominante dans l'industrie, influençant les normes de qualité, les standards de durabilité, ainsi que les pratiques agricoles (Fold, 2002 ; Squicciarini & Swinnen, 2016). Cette domination se traduit également par un pouvoir de fixation des prix et une capacité d'achat directe auprès des producteurs, ce qui a redéfini les rapports de force au sein de la filière. Toutefois, cette reconfiguration du marché soulève d'importants enjeux éthiques et sociaux, en particulier concernant la faiblesse des rémunérations des producteurs, la persistance du travail des enfants, ainsi que les impacts environnementaux de certaines pratiques agricoles. En réaction, plusieurs multinationales ont lancé des initiatives de durabilité et de responsabilité sociale, en s'engageant dans des programmes de certification (Fairtrade, Rainforest Alliance), visant à améliorer les conditions de production tout en répondant aux attentes des consommateurs internationaux (Barrientos, 2016).

En somme, la libéralisation du secteur du cacao en Côte d'Ivoire illustre une redistribution du pouvoir au profit d'acteurs transnationaux, dont l'influence dépasse désormais largement les frontières nationales. Cette reconfiguration appelle à une réflexion critique sur les modalités de régulation globale du commerce agricole et sur la capacité des États à garantir des conditions de production équitables et durables dans un environnement économique mondialisé.

2. Méthodologie

Cette recherche s'appuie sur une revue de littérature structurée, menée à partir de plusieurs bases de données académiques reconnues telles que Scopus, Web of Science, Google Scholar, Science Direct, ainsi que la plateforme Sofia de l'Université Laval. La sélection des travaux a été réalisée en mobilisant des mots-clés comme « libéralisation agricole », « cacao », « sécurité alimentaire » et « Côte d'Ivoire », afin de cibler les contributions les plus pertinentes. Une attention particulière a été portée aux articles académiques évalués par les pairs, complétés par des rapports d'organisations internationales ainsi que par des travaux, empiriques et théoriques, consacrés aux pays en développement. Ce choix permet de croiser différentes perspectives et d'enrichir l'analyse. Les sources retenues ont ensuite fait l'objet d'une analyse thématique, structurée autour des quatre dimensions de la sécurité alimentaire. Cette démarche permet de mettre en évidence les principaux points de convergence et de divergence dans la littérature, tout en soulignant les limites des travaux existants.

3. Revue de littérature

Avant d'aborder l'analyse de la littérature, il convient de présenter un modèle conceptuel dans un premier temps et un cadre théorique dans un deuxième temps.

Modèle conceptuel

Il a été élaboré à partir de l'hypothèse centrale de cet article ainsi que des enseignements préliminaires issus des travaux antérieurs. Ce modèle permet de structurer la réflexion théorique et d'orienter l'interprétation des résultats en lien avec les quatre piliers de la sécurité alimentaire :

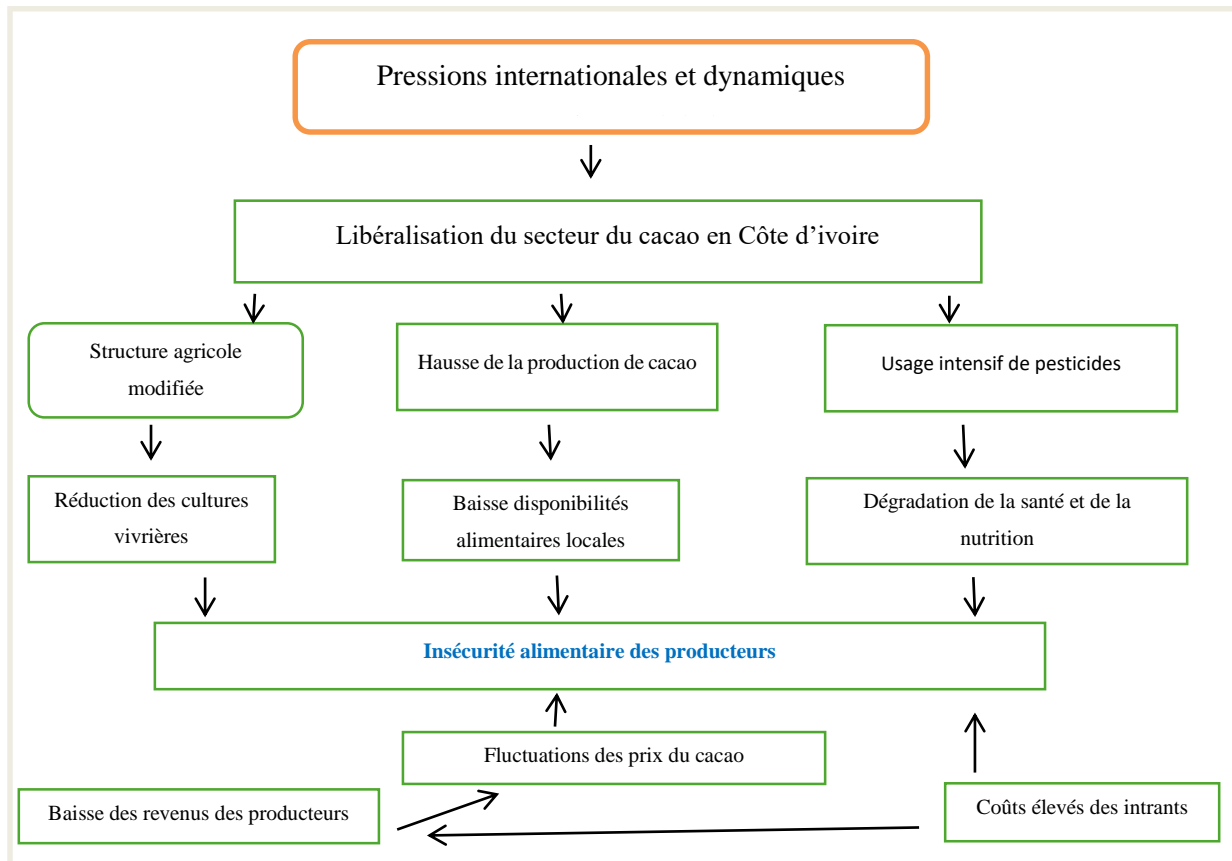


Figure 1. Modèle conceptuel (source : les auteurs).

Le modèle conceptuel développé dans le cadre de cette étude met en lumière les principaux déterminants de la relation entre la libéralisation économique et la sécurité alimentaire des producteurs de Cacao en Côte d'Ivoire. Il identifie, en amont, des facteurs exogènes tels que les pressions exercées par les institutions financières internationales et les politiques de libéralisation adoptées par l'État. Ces facteurs engendrent des mécanismes intermédiaires, notamment des transformations dans les structures agricoles, les modes de production, ainsi que des effets sur la santé des producteurs. En aval, ces dynamiques se traduisent par des effets mesurables sur la sécurité alimentaire, tels que l'accroissement de la vulnérabilité économique, la dégradation de l'état nutritionnel et l'insécurité alimentaire persistante.

Cadre théorique

L'analyse des effets de la libéralisation du secteur agricole sur la sécurité alimentaire s'inscrit dans plusieurs cadres théoriques complémentaires. D'abord, dans une perspective d'économie politique des réformes structurelles, la libéralisation est généralement considérée comme un levier d'amélioration de l'efficacité des marchés et de la compétitivité des filières agricoles, fondé sur la dérégulation des prix et le retrait progressif de l'État (Stiglitz, 2002). Toutefois, il convient de noter que ces transformations institutionnelles peuvent aussi exposer les producteurs aux fluctuations des marchés internationaux (Stiglitz, 2002). Ensuite, la notion de sécurité alimentaire repose sur une compréhension multidimensionnelle des conditions de vie. Elle est structurée par la définition de la FAO (2008) qui distingue quatre dimensions essentielles : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Cette approche permet d'appréhender les effets des politiques agricoles de manière complète. Enfin, le cadre des moyens d'existence durables (Scoones, 1998; Department for International Development, 1999) souligne que les ménages agricoles mobilisent divers types de capitaux pour sécuriser leurs conditions de vie. Dans ce cadre, la libéralisation apparaît comme un processus ambivalent, susceptible de générer des opportunités économiques tout en renforçant certaines vulnérabilités.

À travers les sections suivantes, l'article explore de manière approfondie les interactions entre ces différentes variables, en s'appuyant sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire : disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité.

3.1. Impact de la libéralisation sur les revenus des producteurs et les implications sur la sécurité alimentaire

Dans cette section, nous examinons l'impact de la libéralisation du secteur du cacao sur la sécurité alimentaire des producteurs ivoiriens à travers les quatre piliers fondamentaux de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité des produits alimentaires. Cette analyse permet de mettre en lumière les défis et les opportunités générés par les réformes économiques dans ce secteur clé. Le cadre analytique ainsi développé sert à identifier les domaines nécessitant des interventions politiques ciblées, visant à soutenir les producteurs et à renforcer leur sécurité alimentaire.

3.1.1. Disponibilité

La libéralisation du secteur du cacao en Côte d'Ivoire a engendré des transformations profondes au sein de la structure agricole du pays. Ces réformes ont eu des répercussions notables sur la

disponibilité des denrées alimentaires locales, modifiant les priorités de production et influençant ainsi l'approvisionnement en produits alimentaires essentiels à l'échelle nationale.

Réduction des cultures vivrières

La libéralisation du secteur du cacao a incité de nombreux agriculteurs à se spécialiser dans cette culture, attirés par sa rentabilité croissante sur le marché mondial. Au-delà d'un simple effet d'opportunité, cette dynamique reflète un arbitrage des producteurs dans un contexte d'incertitude, où le cacao apparaît comme une source de revenu monétaire plus fiable que les cultures vivrières. Cette spécialisation s'est accompagnée d'une réallocation des terres au détriment des cultures alimentaires telles que le manioc, le maïs et le riz. En Côte d'Ivoire, où environ 75 % des terres agricoles sont consacrées au cacao, cet arbitrage améliore les revenus à court terme, mais réduit l'autonomie alimentaire des ménages en les rendant plus dépendants du marché. Cette transformation limite ainsi l'espace disponible pour la production de cultures vivrières et expose les producteurs aux fluctuations des prix du cacao et des denrées alimentaires, créant ainsi une tension structurelle entre logique de marché et sécurité alimentaire locale (FAO, 2013 ; Ruf, 2010).

Impact sur la disponibilité alimentaire

Les données disponibles indiquent une diminution notable de la production de certaines cultures vivrières depuis la libéralisation du secteur cacaoyer. Entre 1990 et 2010, la production de manioc a chuté de 20 %, tandis que celle du maïs a reculé de 15 % (FAO, 2014). Cette évolution traduit un effet de substitution des cultures vivrières par le cacao, sous l'effet des incitations économiques introduites par la libéralisation. La contraction de l'offre vivrière qui en résulte réduit la disponibilité des denrées sur les marchés locaux et reconfigure les équilibres alimentaires nationaux. Elle contribue ainsi à renforcer la dépendance de la Côte d'Ivoire aux importations alimentaires, tout en exposant davantage le pays aux chocs externes, notamment aux fluctuations des prix internationaux.

Statistiques sur la production alimentaire

Les statistiques du Ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire révèlent une augmentation de 40 % de la production de cacao entre 2000 et 2015, atteignant 1,7 million de tonnes en 2015. En revanche, la production de cultures vivrières a stagné, voire reculé : celle du riz, aliment de base essentiel, a par exemple diminué de 10 % sur la même période (MINAGRI, 2016). Cette divergence met en évidence une réallocation des ressources productives en faveur du cacao, encouragée par les incitations de marché. Elle traduit un déséquilibre croissant entre cultures

de rente et cultures vivrières, susceptible d'affaiblir la base productive alimentaire nationale et de renforcer la dépendance aux approvisionnements extérieurs.

Conséquences économiques et sociales

La spécialisation accrue dans la culture du cacao entraîne des répercussions économiques et sociales importantes. En renforçant la dépendance aux importations alimentaires, elle accroît la vulnérabilité de la Côte d'Ivoire aux fluctuations des prix mondiaux. Dans ce contexte, les hausses des prix internationaux se traduisent directement par une dégradation de l'accès à l'alimentation pour les ménages, y compris les producteurs de cacao eux-mêmes. Ce paradoxe souligne que l'augmentation des revenus tirés des cultures de rente ne garantit pas nécessairement la sécurité alimentaire (Maxwell & Slater, 2003).

Difficultés d'accès à la nourriture et réduction des cultures vivrières

Une étude du CIRAD (2020) révèle que, dans certaines régions cacaoyères, plus de 60 % des ménages agricoles rencontrent des difficultés d'accès à la nourriture pendant la période de soudure. Ces résultats mettent en évidence les effets de la réallocation des terres agricoles en faveur du cacao sur les capacités d'autoproduction alimentaire des ménages. Les agriculteurs interrogés expriment ainsi leur inquiétude face à la réduction des superficies consacrées aux cultures vivrières, conséquence directe de l'expansion des plantations de cacao. Cette évolution contribue à fragiliser les stratégies locales de sécurité alimentaire, en réduisant les marges de manœuvre des ménages face aux périodes de pénurie.

3.1.2. Accès

La libéralisation du secteur du cacao en Côte d'Ivoire a entraîné des conséquences notables sur l'accès des producteurs de cacao aux aliments et autres besoins essentiels. Cette partie explore comment les fluctuations des prix internationaux du cacao et les coûts élevés des intrants agricoles affectent la capacité des agriculteurs à acheter de la nourriture et à subvenir à leurs besoins.

Fluctuations des prix du cacao

La libéralisation des marchés du cacao a exposé les producteurs aux fluctuations des prix internationaux, influençant directement leurs revenus. Entre 2016 et 2020, le prix du cacao est ainsi passé d'environ 3 000 USD à 2 200 USD la tonne (ICCO, 2020), illustrant une forte instabilité des revenus agricoles liés à cette culture. Cette volatilité se répercute directement sur les conditions de vie des ménages agricoles, dont la capacité de consommation dépend étroitement des revenus tirés du cacao. Les données de la Banque mondiale montrent en effet que les périodes de baisse des prix coïncident avec une dégradation de la sécurité alimentaire,

50 % des ménages agricoles ayant déclaré une réduction de leurs dépenses alimentaires lors des baisses de prix (World Bank, 2018). Cette corrélation met en évidence la forte dépendance des producteurs aux revenus du cacao pour leur accès à l'alimentation.

Coûts élevés des intrants agricoles

En plus des fluctuations des prix, les producteurs de cacao doivent faire face à des coûts élevés pour les intrants agricoles tels que les engrais, les pesticides et les outils agricoles. Ces coûts ont augmenté avec la libéralisation, car les subventions gouvernementales ont diminué. En 2019, le coût moyen des intrants pour un hectare de plantation de cacao était estimé à 300 USD, ce qui représente une part significative du revenu des petits producteurs (FAO, 2019). Cette situation réduit leur pouvoir d'achat, les laissant avec moins de ressources pour acheter de la nourriture et d'autres besoins essentiels. Par exemple, une étude de CIRAD a montré que les producteurs qui dépensent plus pour les intrants agricoles ont moins de moyens pour assurer une alimentation adéquate à leurs familles, surtout en période de prix bas du cacao (CIRAD, 2020).

Accès aux marchés et infrastructures

La libéralisation a également modifié l'accès aux marchés et aux infrastructures, de manière inégale selon les producteurs. Si certains agriculteurs ont pu bénéficier d'améliorations des voies de transport et de nouvelles opportunités de commercialisation, d'autres continuent de faire face à des infrastructures insuffisantes et à un soutien institutionnel limité. Dans ce contexte, les coûts de transport vers les marchés urbains restent élevés, ce qui réduit les marges des producteurs et limite les gains potentiels issus de la commercialisation agricole (Nature Food, 2023). Cette situation accentue les disparités entre producteurs et conditionne fortement leur capacité à tirer profit de la libéralisation.

3.1.3. Utilisation

La libéralisation du secteur du cacao en Côte d'Ivoire a eu des impacts profonds sur la santé et la nutrition des producteurs de cacao. Ces effets se manifestent principalement par une dépendance excessive au cacao, une utilisation intensive de pesticides et une mauvaise alimentation, affectant la capacité des agriculteurs à maintenir une alimentation équilibrée et à utiliser efficacement les aliments disponibles.

Dépendance excessive au cacao et alimentation déséquilibrée

La spécialisation dans la culture du cacao, encouragée par la libéralisation, a conduit de nombreux agriculteurs à réduire ou abandonner la production de cultures vivrières diversifiées. Cette dépendance excessive au cacao limite l'accès à une variété de produits alimentaires,

entraînant souvent une alimentation déséquilibrée et pauvre en nutriments essentiels. Une enquête réalisée en 2018 a révélé que 70% des ménages producteurs de cacao en Côte d'Ivoire avaient une alimentation principalement basée sur le riz et le manioc, avec peu d'accès aux légumes, fruits et protéines (World Bank, 2018). Cette situation met en évidence les effets nutritionnels de la dépendance à une culture de rente sur les stratégies alimentaires des ménages.

Utilisation intensive de pesticides et santé des agriculteurs

La libéralisation a également favorisé une intensification de l'usage des pesticides dans la culture du cacao, dans une logique de maximisation des rendements. Toutefois, cette intensification s'est souvent faite sans équipement de protection adéquat, exposant les producteurs à des risques sanitaires importants. L'exposition aux pesticides est ainsi associée à divers problèmes de santé, notamment des troubles respiratoires, cutanés et des intoxications aiguës (Mongabay, 2020).

En 2019, une étude de la FAO a indiqué que 60% des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire utilisaient régulièrement des pesticides, et parmi eux, 30% avaient signalé des symptômes de santé associés à leur utilisation, tels que des maux de tête, des vertiges, et des éruptions cutanées (FAO, 2019). Au-delà des effets immédiats, ces problèmes de santé affectent le capital productif des ménages agricoles en réduisant leur capacité de travail et, par conséquent, leurs moyens de subsistance. Cette dégradation de l'état de santé, combinée à une alimentation souvent déséquilibrée, limite l'utilisation efficace des ressources alimentaires disponibles et renforce la vulnérabilité des ménages. Plusieurs études confirment que l'exposition aux pesticides et leur usage inadéquat réduisent la productivité agricole et aggravent l'insécurité alimentaire des producteurs (Athukorala et al., 2023; Environmental Systems Research, 2023).

3.1.4. Stabilité

La libéralisation du secteur du cacao en Côte d'Ivoire a créé une situation d'instabilité économique pour les producteurs de cacao, les rendant particulièrement vulnérables aux fluctuations du marché mondial et aux conditions climatiques changeantes. Cette instabilité compromet la sécurité alimentaire des agriculteurs sur le long terme, car elle affecte leur capacité à maintenir des revenus stables et suffisants pour acheter des aliments en période de crise.

Fluctuations des prix mondiaux du cacao

La libéralisation a exposé les producteurs de cacao aux fluctuations des prix sur le marché mondial, influencées par divers facteurs tels que la demande internationale, les conditions climatiques dans les principales régions productrices, et les spéculations des marchés financiers.

Par exemple, le prix du cacao est passé de 3 200 USD par tonne en 2015 à environ 2 200 USD par tonne en 2020 (ICCO, 2020). Cette volatilité rend les revenus des producteurs irréguliers d'une année à l'autre, ce qui complique la planification financière et limite les capacités d'investissement à long terme des ménages agricoles. Elle contribue ainsi à renforcer leur vulnérabilité économique dans un contexte de dépendance accrue au cacao.

Vulnérabilité économique et sécurité alimentaire

La dépendance à une seule culture, combinée à l'instabilité des prix et aux aléas climatiques, rend les producteurs de cacao particulièrement vulnérables aux chocs économiques. Une enquête de la Banque mondiale (2018) montre ainsi que 60 % des ménages producteurs de cacao en Côte d'Ivoire vivent en dessous du seuil de pauvreté en période de prix bas, ce qui se traduit par une réduction immédiate des dépenses alimentaires. Cette vulnérabilité est aggravée par la présence de coûts fixes élevés qui limitent la capacité d'épargne et d'investissement des ménages. En conséquence, les baisses de revenus réduisent fortement leurs marges d'adaptation, compromettant à la fois leur sécurité alimentaire et leur résilience économique.

Les résultats analysés dans cette partie (3.1) montrent que la libéralisation du secteur cacaoyer a produit des effets ambivalents sur les conditions de vie des producteurs, en renforçant leur intégration au marché tout en accentuant leur vulnérabilité économique et alimentaire. Ces constats soulignent les limites des mécanismes de marché comme seul vecteur d'amélioration du bien-être rural, et posent la question de la capacité des politiques publiques et des initiatives institutionnelles à corriger ces déséquilibres. Dans cette perspective, il convient d'examiner les dispositifs mis en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire dans le contexte de la libéralisation.

3.2. Politiques et initiatives visant à améliorer la sécurité alimentaire dans le contexte de la libéralisation

Depuis la mise en place des politiques visant à améliorer la sécurité alimentaire des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire, plusieurs améliorations ont été observées, bien que des défis persistent.

3.2.1. Living Income Differential (LID)

Le Living Income Differential (LID) est un mécanisme économique mis en place par les gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Ghana en 2019 pour améliorer les conditions de vie des producteurs de cacao. Cet instrument vise à garantir un revenu vital aux producteurs, c'est-à-dire un revenu suffisant pour couvrir les coûts de production agricole et subvenir aux besoins fondamentaux des agriculteurs et de leurs familles (Ruf & Zadi, 2021). Le LID a apporté une

augmentation directe des revenus des producteurs de cacao. Le différentiel de 400 USD par tonne, induit par ce dispositif, a contribué à améliorer les revenus des agriculteurs, leur permettant ainsi d'améliorer leur pouvoir d'achat et d'investir dans des pratiques agricoles plus durables (Al Jazeera, 2020; Rikolto, 2021). Malgré les avantages de ce mécanisme, quelques défis demeurent. En effet, certaines entreprises ont tenté d'éviter de payer ce différentiel, ce qui a limité l'impact global de cette politique. De plus, les fluctuations continues des prix du cacao sur le marché mondial restent une source de vulnérabilité pour les producteurs (Swissinfo.ch, 2020).

3.2.2. Programmes de Diversification et d'Agroforesterie

Les initiatives de diversification des cultures et d'agroforesterie ont aidé les producteurs à réduire leur dépendance au cacao en introduisant des cultures alternatives comme le maïs et le manioc. Cela a non seulement amélioré la sécurité alimentaire mais aussi la résilience économique des agriculteurs. Ces programmes ont également aidé à améliorer la santé des sols et à promouvoir des pratiques agricoles durables (Rikolto, 2021). Nonobstant les avantages de ce programme, quelques défis restent à surmonter. En effet, la mise en œuvre de ces programmes nécessite des investissements initiaux importants et un soutien continu. Les agriculteurs ont besoin de formation et de ressources pour adopter ces nouvelles pratiques, ce qui peut être un défi dans les régions rurales (Rabobank, 2021).

3.2.3. Initiatives de Formation et de Soutien Communautaire

Des programmes de formation ont été mis en place pour enseigner aux producteurs de cacao de meilleures pratiques agricoles, l'utilisation sécuritaire des pesticides et la gestion durable des exploitations. Des initiatives communautaires ont également été lancées pour diversifier les sources de revenus en introduisant des activités comme l'élevage de volailles et la production de légumes (Frontiers in Sustainable Food Systems, 2023). En dépit de ces efforts, il existe encore des défis liés à l'accès aux ressources nécessaires et à la mise en œuvre pratique des nouvelles techniques enseignées. La durabilité à long terme de ces initiatives dépend de leur adoption et de leur intégration continue dans les pratiques agricoles locales (Rikolto, 2021).

4. Recommandations

À partir de l'analyse des politiques existantes et les défis identifiés, nous proposons quelques recommandations pour améliorer la sécurité alimentaire des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire.

4.1. Renforcement du Living Income Differential (LID)

Ce renforcement peut s'appuyer sur deux leviers complémentaires. D'abord, la mise en place d'un mécanisme de vérification permettrait de garantir que les entreprises respectent

effectivement le paiement du différentiel de revenu vital, notamment à travers des audits indépendants et, le cas échéant, des sanctions en cas de non-conformité. Ensuite, un effort d'accompagnement des producteurs en matière de gestion financière et d'investissement s'avère nécessaire afin de mieux valoriser les revenus issus du LID et d'encourager, plus largement, la diversification des sources de revenus.

4.2. Soutien aux Programmes de Diversification et d'Agroforesterie

Ce soutien pourrait s'articuler autour de deux principaux mécanismes complémentaires. D'une part, la mise en place de subventions et d'incitations financières permettrait d'encourager les producteurs à adopter des pratiques agroforestières et à développer la diversification des cultures, notamment en associant le cacao aux cultures vivrières. D'autre part, le renforcement des partenariats entre les pouvoirs publics, les ONG et le secteur privé favoriserait l'accès à des ressources, des technologies et des formations adaptées, facilitant ainsi la diffusion et l'adoption durable des pratiques agroforestières.

4.3. Initiatives de Formation et de Soutien Communautaire

Ces initiatives peuvent être regroupées autour de deux axes complémentaires. D'une part, il s'agit de renforcer les capacités des producteurs à travers des programmes de formation continue portant sur les bonnes pratiques agricoles, l'utilisation sécurisée des pesticides et les techniques de gestion durable des exploitations. D'autre part, ces actions doivent être soutenues par un investissement accru dans les infrastructures rurales, notamment les routes, les centres de fermentation et de séchage ainsi que les unités de traitement des cultures vivrières, afin de faciliter l'accès aux marchés et d'améliorer la valeur ajoutée des productions agricoles.

Conclusion

L'objectif de cet article était d'analyser l'impact de la libéralisation du secteur du cacao sur la sécurité alimentaire des producteurs ivoiriens. À partir d'une revue de littérature, il a été démontré que la libéralisation du secteur cacaoyer en Côte d'Ivoire représente un processus complexe, façonné par des pressions internationales et des dynamiques économiques globales. Cette transformation a conduit à des changements majeurs dans la structure agricole et la gestion de la filière cacao, avec des implications profondes pour la sécurité alimentaire des producteurs. Bien que la libéralisation ait entraîné une augmentation de la production de cacao, elle a également conduit à un recul des cultures vivrières, réduisant ainsi la disponibilité alimentaire locale. De plus, les fluctuations des prix internationaux du cacao et les coûts élevés des intrants agricoles ont affecté négativement le pouvoir d'achat des agriculteurs, augmentant leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, la dépendance croissante au cacao et

l'intensification de l'utilisation de pesticides ont eu des répercussions négatives sur la santé et la nutrition des producteurs, limitant leur capacité à maintenir une alimentation équilibrée.

Néanmoins, des initiatives telles que le Living Income Differential (LID), les programmes de diversification agricole et d'agroforesterie, ainsi que les projets de formation et de soutien communautaire ont montré des résultats encourageants. Bien que ces politiques aient commencé à améliorer les conditions des producteurs, des défis importants demeurent pour assurer une sécurité alimentaire durable. Pour renforcer ces avancées, il est essentiel de mettre en place des mécanismes de suivi rigoureux pour les politiques existantes, de promouvoir des partenariats public-privé et d'investir dans des infrastructures rurales et des programmes de formation continue. Ces actions permettront non seulement de stabiliser les revenus des producteurs, mais aussi de diversifier leurs sources de revenus et d'améliorer leur résilience économique et alimentaire à long terme.

Cette revue de littérature présente certaines limites liées à sa nature même. Elle repose exclusivement sur des travaux secondaires, ce qui ne permet pas de produire de données empiriques originales. Par ailleurs, la diversité des cadres théoriques étudiés rend parfois difficile la comparaison directe des résultats.

Malgré ces limites, cette synthèse permet de dégager des tendances générales et des mécanismes récurrents dans l'analyse des effets de la libéralisation agricole. Dans cette continuité, des recherches futures pourraient s'appuyer sur des approches quantitatives afin de tester empiriquement les relations identifiées, ou sur des méthodes mixtes combinant analyses statistiques et enquêtes de terrain pour mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre au niveau des producteurs. Des études comparatives entre pays producteurs de cacao pourraient également enrichir l'analyse.

BIBLIOGRAPHIE

- Araujo Bonjean, C., & Chambas, G. (2001). Impact du mode d'organisation des filières agro-alimentaires sur la pauvreté: la filière cacao en Côte d'Ivoire (No. 200115). CERDI.
- Anderson, K., & Masters, W. A. (2009). Distortions to agricultural incentives in Africa. World Bank.
- Athukorala, W., Lee, B. L., & Wilson, C. (2023). Measuring the impact of pesticide exposure on farmers' health and farm productivity. *Economic Analysis and Policy*, 77, 851-862.
- Banque Mondiale (2019). Au pays du cacao. Comment transformer la Côte d'Ivoire. Banque Mondiale, NW Washington, DC.
- Barrientos, S. (2016). Beyond Fair Trade. The economics of chocolate, 213.
- Barrett, C. B., Reardon, T., & Webb, P. (2001). Nonfarm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa: Concepts, dynamics, and policy implications. *Food Policy*, 26(4), 315-331.
- Bockel, L.; Ouedraogo, S.A.; Auguste, K.A.; Gopal, P. (2021). Analyse prospective de la filière cacao en Côte d'Ivoire 2020-2030 - Vers une politique commune de marché de cacao en Afrique de l'Ouest. Accra, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb6508fr>.
- Bonjean, C.A., Chambas, G., & Combes, J. (2001). Échecs de marchés et pauvreté : l'exemple de la filière cacao en Côte d'Ivoire. *Oléagineux, Corps gras, Lipides*, 8, 577-583.
- CIRAD (2020). Covid-19 and food security | Cocoa planters in Ivory Coast fear a drop in their income.
- Conte, B. (2005). La responsabilité du FMI et de la Banque mondiale dans le conflit en Côte d'Ivoire. *Études Internationales*, 36(2), 219-229.
- Department for International Development (1999). Sustainable livelihoods guidance sheets. London: DFID. <https://www.livelihoodscentre.org/documents/114097690/114438878/Sustainable+livelihoods+guidance+sheets.pdf>.
- Diagne, R. (2013). Sécurité alimentaire et libéralisation agricole. Thèse de doctorat, Université Nice Sophia Antipolis.
- Dorward, A., Kydd, J., Morrison, J., & Urey, I. (2004). A policy agenda for pro-poor agricultural growth. *World Development*, 32(1), 73-89.
- Environmental Systems Research. (2023). Pesticides exposure and the use of personal protective equipment by cocoa farmers in Ghana. Environmental Systems Research.
- FAO (2005). The state of food and agriculture: Agricultural trade and poverty - can trade work for the poor?

- FAO (2008). An introduction to the basic concepts of food security. FAO Policy Brief.
- FAO (2013). State of food and agriculture.
- FAO (2014). The state of food and agriculture 2014: Innovation in family farming. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO (2019). The state of food and agriculture.
- Fell, A. (2007). Trade liberalization and environmental justice in the Ivorian cocoa industry.
- Fold, N. (2002). Lead firms and competition in Bi-polar commodity chains: Grinders and branders in the global cocoa-chocolate industry. *Journal of Agrarian Change*, 2(2), 228-247.
- Frontiers in Sustainable Food Systems (2023). A living income for cocoa producers in Côte d'Ivoire and Ghana?
- Gnamian, Y. P. E. (2008). Libéralisation et pauvreté: le cas des producteurs de cacao de la Côte-d'Ivoire.
- Guei, K. M. A. (2017). The impact of trade liberalization on Cote d'Ivoire. Doctoral dissertation, Nelson Mandela Metropolitan University.
- Hall, P. A. (1993). Policy paradigms, social learning, and the state: The case of economic policymaking in Britain. *Comparative politics*, 275-296.
- ICCO (2020). International Cocoa Organization: Monthly Cocoa Market Report.
- IFPRI. (2012). Global food policy Report.
- Le mandat (2010). Filière café-cacao : Comment les multinationales rongent les producteurs. <https://news.abidjan.net/articles/373204/filiere-cafe-cacao-comment-les-multinationales-rongent-les-producteurs>.
- Lloyds Bank (2023). The economic context of the Ivory Coast. International Trade Portal.
- Losch, B. (2001). La libéralisation de la filière cacaoyère ivoirienne et les recompositions du marché mondial du cacao: Vers la fin des pays producteurs et du marché international?
- Maxwell, D., & Slater, R. (2003). Food policy old and new. *Development Policy Review*, 21(5-6), 531-553.
- Maxwell, S., & Smith, M. (1992). Household food security: A conceptual review. *Development Policy Review*, 12(2), 155-171.
- Ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire (MINAGRI) (2016). Rapport annuel sur la production agricole.
- Mongabay (2020). Why must farmers, not industry, decide the future of cocoa?
- Nature Food (2023). Cocoa's impact in West Africa.

- Pingali, P. (2006). Westernization of Asian diets and the transformation of food systems: Implications for research and policy. *Food Policy*, 32(3), 281-298.
- Rabobank (2021). Empowering cocoa farmers and promoting sustainable agricultural practices in Ivory Coast.
- Rikolto (2021). Towards a living income for cocoa farmers in Ivory Coast: the first results.
- Ruf, F. (2010). Agroforestry and the future of cocoa in Côte d'Ivoire. CIRAD.
- Ruf, F. & Zadi, H. (2021). Cocoa farmer incomes and living income strategies in Côte d'Ivoire and Ghana: Reflections on LID and Beyond. *World Development*, 139, 105300.
- Scoones, I. (1998). Sustainable rural livelihoods: A framework for analysis. IDS Working Paper 72. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/3390>.
- Squicciarini, M. P., & Swinnen, J. (2016). *The economics of chocolate*. Oxford University Press.
- Stiglitz, J. E. (2002). *Globalization and its discontents*. New York: W.W. Norton & Company.
- Von Braun, J., & Diaz-Bonilla, E. (2008). *Globalization of food and agriculture and the Poor*. Oxford University Press.
- Wilcox, M. D., & Abbott, P. C. (2004). Market power and structural adjustment: the case of West African cocoa market liberalization (No. 377-2016-21045).
- World Bank (2012). Risk and vulnerability analysis in the World Bank's agricultural investment projects.
- World Bank. (2005). *World Development Report 2005: A Better Investment Climate for Everyone*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank (2018). Impact of Cocoa price fluctuations on Household food security.
- Zamble, C. (2015). Impact du changement de politique agricole dans la filière cacao en Côte d'Ivoire: analyse de son évolution. Doctoral dissertation, Université Laval.